ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DES 21 ET 28 MARS 1993
8e CIRCONSCRIPTION DU VAL D'OISE



PIERRE LELLOUCHE

CANDIDAT DE L'OPPOSITION
RPR - UDP
avec le soutien
de l'UDF du Val d'Oise
Nelly OLIN, suppléante.

Mes chers concitoyens, mes chers amis,

Le 21 mars vous serez appelés à désigner votre représentant à l'Assemblée Nationale.

C'est ce mandat que je sollicite de vous aujourd'hui, en tant que candidat RPR - UDP avec le soutien de l'UDF de notre département. A mes côtés, **Nelly OLIN,** Conseiller Général de Garges et Conseiller Régional, sera ma suppléante.

Je sais que beaucoup d'entre vous, désemparés par la crise et le chômage, déçus par les promesses non tenues des socialistes, profondément choqués aussi par les scandales à répétition qui ont émaillé cette fin de règne, sont tentés de baisser les bras. Bon nombre de ces déçus du socialisme, ou de la politique en général, sont portés à s'abstenir. D'autres peuvent se laisser entraîner par l'aventure de la "nouveauté" ou des promesses extrémistes de certains partis marginaux.

Je comprends – et pour tout dire – je partage dans une certaine mesure ce sentiment de déception et d'amertume. Je suis moi-même un citoyen ordinaire, issu d'un milieu social très modeste, et je ne connais que trop le sentiment d'abandon et d'impuissance qui envahit beaucoup de nos concitoyens, particulièrement dans nos banlieues très durement touchées par **la misère, l'insécurité, l'immigration et le chômage.**

Le bilan de douze années de règne socialiste est en effet accablant :
5 millions de nos concitoyens sont exclus du monde du travail.
Une économie en panne, asphyxiée par le trop lourd endettement de l'État (2 000 milliards de francs), des taux d'intérêt trop élevés, des charges et des impôts qui écrasent les entreprises et les salariés.

Avec le plus haut niveau d'impôts d'Europe, la France détient aussi le triste record des faillites d'entreprises (60 000 l'an dernier). Notre économie qui surtaxe le travail (les salariés et les artisans sont imposés jusqu'à 60 %), favorise au contraire les spéculateurs et ceux qui s'enrichissent par des placements à court terme. Comment s'étonner alors que la France produise **chaque mois 50 000 nouveaux chômeurs ?** Que son système éducatif, déraillé par l'idéologie du pouvoir en place, "fabrique" plus **20 % de chômeurs parmi les jeunes – soit quatre fois plus qu'en Allemagne ?**

Ici même, dans nos banlieues le constat est plus dur encore. Face à un État qui n'assure plus ses missions – ni de faire la police ou la justice, ni d'éduquer correctement nos enfants – nos cités sont devenues comme le concentré explosif de tout ce qui ne marche plus en France : record de population immigrée, souvent en situation irrégulière, record de criminalité, record de chômage, et en prime le désespoir de nos jeunes.

• Le 21 mars, c'est tout cela qu'il faudra changer. Par votre vote, vous aurez le choix entre la poursuite de ce désastre et le redressement du pays.

Contrairement à ce qu'affirment les socialistes, qui prétendent là encore n'être "ni responsables ni coupables", puisque tous ces maux ne seraient que les conséquences d'une "crise mondiale", la vérité est que **rien de tout cela n'est une fatalité.** Ni le **chômage,** ni une **éducation ratée,** ni **l'insécurité,** ni **l'immigration incontrôlée.**

Nous réduirons le chômage par le redémarrage de notre économie que nous stimulerons par la baisse des charges et des impôts, tant sur les salariés que sur les entreprises. Parallèlement, nous développerons l'emploi, par une réforme de l'éducation et la réhabilitation de l'apprentissage professionnel, ainsi que par la multiplication des emplois de proximité et de convivialité.

• L'insécurité, nous la combattrons en redéployant nos effectifs policiers dans les zones à risques, c'est-à-dire dans nos villes. Aucune fatalité ne condamne nos cités à vivre avec 5 ou 6 fois moins de policiers qu'à Neuilly ! Il faut mobiliser les moyens nécessaires, créer notamment un commissariat à Villiers-le-bel et à Arnouville, remotiver la police, faire en sorte que la justice fasse appliquer les lois !

• L'immigration, nous y mettrons fin à la fois par une stricte répression des filières d'immigration illégales, et par une politique d'aide au développement à la fois généreuse mais redéfinie de sorte à éviter les gaspillages et à fixer les populations dans les pays d'origine. Tout cela, dans le respect des droits de l'homme.

• Sauver nos villes, nous le ferons en initiant une véritable politique de la ville, qui ne réduise pas seulement l'agitation médiatique que nous avons connue ces dernières années. Nous refusons la France à plusieurs vitesses, celle des ghettos et des villes riches, celle de la ségrégation urbaine qui en découle. Dans la France d'aujourd'hui, 40 % des Français vivent dans les banlieues, 45 % autres vivent dans les villes. **Réussir nos cités c'est donc réussir la France de demain.** C'est relever le défi nº 1 de notre pays. Un grand ministère de la ville auprès du prochain premier ministre, l'affectation des ressources des privatisations, une véritable Loi programme sur 5 ans, voilà les pistes que nous devons suivre pour adapter notre appareil d'État à la France urbaine d'aujourd'hui et de demain !

Ce grand dessein vers une France forte, à nouveau confiante dans ses valeurs et dans son avenir, voilà le sens du vote que je vous demande.

Je sais que vous voudrez, pour le bien de la France, pour la survie de nos villes, entreprendre ce chemin du renouveau et de l'effort avec moi.

Pour vous d'abord.
A tous, merci d'avance.

Pierre LELLOUCHE

Pierre Lellouche

VU, le candidat. IPS 95